

Michel Camau et Vincent Geisser, Le syndrome autoritaire : politique en Tunisie de Bourguiba à Ben Ali., Presses de Sciences Po, 2003, 372 pages, 30 €.

Le regard porté sur la Tunisie politique depuis plusieurs années par les chercheurs en sciences sociales reste largement sous l'influence de la théorie de la transition démocratique. La conclusion de leurs travaux correspond en général à une évaluation du chemin parcouru par ce pays sur la voie de la conversion à la démocratie. Eva Bellin[1] proposait récemment, par exemple, d'examiner les liens entre libéralisation économique et transition, avec comme point de départ l'interrogation suivante : pourquoi le développement du capitalisme tunisien n'agit-il pas comme un agent de démocratisation ?

Tel n'est pas le postulat de départ qu'ont souhaité adopter Michel Camau et Vincent Geisser dans leur dernier ouvrage et ils s'en expliquent d'ailleurs longuement. D'emblée, le titre du livre indique que les auteurs ne se proposent pas de mener une énième enquête sur le thème de la démocratisation, mais plutôt de traiter de l'autoritarisme en tant que système de gouvernement qui persiste. Pour réaliser leur étude, les auteurs mènent une réflexion dans la perspective du temps long. Si les bornes retenues sont 1956 et 2002, les références à l'époque du protectorat sont néanmoins nombreuses afin de rendre certains phénomènes intelligibles. C'est donc à l'aune de l'histoire qu'ils considèrent le régime tunisien, non pas comme l'incarnation d'un « État nouveau[2] » en phase transitoire, mais plutôt comme un système politique « stabilisé ». L'objectif majeur de l'étude est de mettre à jour les ressorts profonds de l'autoritarisme tunisien par l'évitement d'écueils dont la « transitologie[3] » est génératrice, et par l'utilisation d'outils d'analyse inédits qui viendront compléter la panoplie formée de concepts généraux.

La notion-phare de l'ouvrage est celle de « syndrome ». Bien que le choix du terme ne soit pas clairement explicité, on comprend par les multiples rappels et illustrations empiriques que le « syndrome » renvoie à l'association de plusieurs symptômes ou même anomalies constituant une forme de gouvernement animé par une « dynamique paradoxale affectant l'ensemble des relations sociales » (les rémanences du réformisme tunisien inauguré dans la deuxième moitié du XIX^e siècle et de ses avatars successifs). L'appréhension de l'autoritarisme tunisien en tant que « syndrome » et non que « culture » indique que les auteurs ne considèrent pas les variables de l'islam et du culturalisme comme le noyau dur de l'interprétation.

Ces préalables méthodologiques étant posés et le fil conducteur précisé, les deux chercheurs structurent l'analyse autour de trois grands axes. Le premier est la caractérisation de l'autoritarisme tunisien ; le second, le rôle des élites dans la « production et la reconduction du syndrome » ; le dernier est une focalisation sur l'université ou l'autoritarisme *in situ* : un site privilégié pour observer, d'une part, « les conditions de formation et de renouvellement des élites » et d'autre part, les mobilisations protestataires dont il fut auparavant le théâtre.

Les trois premiers chapitres nous font rentrer de plain-pied dans les controverses qui animent les cercles de chercheurs travaillant sur les régimes politiques du monde arabe. Une discussion autour des principales orientations qui structurent le débat est menée. Elle s'accompagne d'une mise au point concernant d'épineuses questions de méthode : quelle valeur causale et explicative peut-on imputer à l'approche culturaliste ?

Quelle est la capacité de certains concepts (ceux forgés à partir d'expériences historiques européennes) à rendre compte d'évolutions sociopolitiques dans le contexte tunisien ?

Enfin – avec le comparatisme en toile de fond – la généralisation de modèles interprétatifs à toute l'aire arabo-musulmane ne contribue-t-elle pas à mettre en conformité la société étudiée et par conséquent à nous aveugler sur sa complexité ?

Autant de dilemmes sur lesquels il faut statuer sous peine d'adopter une approche qui s'avèrerait heuristiquement infructueuse.

Dans les chapitres suivants, les auteurs cherchent à déterminer les traits distinctifs du régime autoritaire tunisien et à définir le type d'articulation qui existe entre le nouvel ordre politique issu de l'indépendance et l'ordre social. Ils rappellent la nécessité de lire le fonctionnement du jeune État et les quarante années de vie politique tunisienne à la lumière de la lutte indépendantiste. Certains de ses aspects font l'objet d'un traitement plus approfondi, telle la gestion du champ religieux par les nationalistes néo-destouriens. Également, le réformisme qui paraît s'imposer comme matrice de la pensée politique tunisienne. D'après les deux chercheurs, ces éléments concourent à donner au régime son label et expliquent d'une certaine manière le rôle central du Parti néo-destourien (dénommé par la suite P.S.D. puis rebaptisé RCD) au sein du dispositif de pouvoir. La phagocytose de l'État par le Néo-Destour après l'indépendance a permis, entre autres, de construire un *leadership* autoritaire ayant pour corollaire une unité autour du principe de dépendance politique à l'égard du leader. Les auteurs estiment, pour leur part, que le parti a été relégué par la suite (sous Ben Ali) à une fonction de représentation et qu'il ne figure plus dans la combinaison centrale du réseau de pouvoir.

Leur travail sur l'infrastructure institutionnelle du régime (« les agences de pouvoir »), les canaux de sélection des élites, les transformations sociales et la montée de nouveaux intérêts est assorti d'une réflexion sur les représentations qui prévalent au sein de cette élite politique moderniste. Cette dernière se propose de formuler les aspirations des masses, de les rendre tangibles et de justifier ainsi sa monopolisation de la volonté plébéienne et donc de la scène politique.

Cette prédilection pour le temps long permet d'appréhender de manière approfondie les mutations successives de l'autoritarisme. Elles sont déjà à l'œuvre sous Bourguiba et se précisent sous la présidence de Ben Ali. Dans les deux configurations, la gestion de la question syndicale et de son incarnation, l'UGTT, a été déterminante pour la survie du régime et la préservation de ses assises au moment où la contestation islamiste s'est muée en force déstabilisatrice (dans le courant de la décennie 1970). Une quarantaine de pages sont d'ailleurs consacrées à ce phénomène. Ils estiment que celui-ci doit être saisi à l'aide d'un appareillage conceptuel amélioré afin de pallier les insuffisances de la théorie du post-islamisme. L'analyse sociohistorique est à certains égards novatrice (l'idée de « passeurs de scènes »), elle facilite la compréhension de l'islamisme tunisien dans sa dimension sociale et restitue la praxis du mouvement dans son environnement politique. Les auteurs soulignent la monomanie légaliste qui anime la tendance majoritaire du M.T.I. (Mouvement de la tendance islamique). Ils y voient en creux la marque de la culture des élites politiques tunisiennes et peut-être même « l'empreinte du réformisme tunisien ». L'ouvrage n'étant pas centré sur la question de l'islamisme, on ne peut reprocher aux auteurs le survol un peu rapide du corpus idéologique de la mouvance.

L'étude s'achève sur l'hypothèse de l'université comme « champ politique de substitution ». Encore une fois, il est question pour Michel Camau et Vincent Geisser de percevoir les évolutions du rôle de l'université (formation des élites nationales, socialisation et contestation politique) et de nous renseigner sur la manière dont sont perçus et formulés les enjeux sociaux et politiques du pays. L'intérêt du chapitre réside d'une part dans l'évaluation des potentialités de mobilisation étudiante et d'autre part dans les variations du contrôle étatique face à celles-ci. Concernant la méthode, les chercheurs s'inscrivent dans le champ des études récentes en sociologie des mobilisations[4] avec l'utile présentation d'un tableau synoptique des reclassements et reconversions d'anciens leaders de mouvements protestataires. On peut néanmoins regretter que certaines assertions soient essentiellement le produit d'inférences. Sur ce dernier aspect, les données concernant le champ universitaire ne suffisent pas à

conclure avec certitude que « la violence constitue un mode de socialisation politique majeur » en Tunisie. En définitive, les auteurs parviennent à démontrer que la neutralisation de ce « champ politique de substitution » par les autorités (répressions, manipulations, dépolitisation) est l'une des contributions au « redéploiement du syndrome autoritaire ».

Tout au long de l'ouvrage, M. Camau et V. Geisser se sont penchés sur la destinée de la Tunisie avec une approche à l'opposé du monisme. Ils s'essayent à un état des lieux, suivi d'une réorientation nécessaire et salutaire de l'analyse des régimes politiques du monde arabe. Cette tentative offre trois avantages substantiels. Le premier est de libérer la conceptualisation du jeu politique et de la scène politique des présupposés déterministes qui dans le meilleur des cas (et ce n'est pas des moindres) soustraient à la réflexion nombre d'interactions sociales. Le second est de respecter le compromis défini par la prise en compte de la réalité multiforme et par l'impératif de généralisation nécessaire à ce type d'étude. Le dernier est de proposer un mode de lecture des phénomènes sociopolitiques qui soit dynamique et qui ne « fige pas la réalité ».

Le recours à l'histoire permet de mettre en relief la culture politique tunisienne et fournit au lecteur des réponses à certaines énigmes, telles que l'impuissance des partis d'opposition à mobiliser la population, ou encore « l'incapacité du réformisme tunisien dans ses multiples versions... à bâtir une société civile autonome par rapport à l'État ».

Soulignons en dernier lieu que les nombreuses années de terrain de Michel Camau transparaissent ici pour nous restituer une réalité tunisienne mouvante, et qui pour beaucoup reste insaisissable.

Souhaïl BELHADJ

[1] E. Bellin, *Stalled democracy : capital, labor and the paradox of state-sponsored development*, Cornell University Press, Ithaca, New York, 2002.

[2] C. Geertz, « Ideology as a cultural system » in D. Apter (Éd) *Ideology and discontent*, The Free Press of Glencoe, 1964.

[3] M. Dobry, « Les transitions démocratiques : regards sur l'état de la "transitologie" », *Revue Française de Sciences Politiques*, Août-Octobre 2000, Vol.50, n° 4-5, Presses de la FNSP.

[4] À titre d'exemple voir E. Neveu, *Sociologie des mouvements sociaux*, La Découverte, 2002 ; ou encore, M. Bennani-Chraïbi et O. Fillieule (dir). *Résistances et protestations dans les sociétés musulmanes*. Presses de Sciences Po, 2003.